

**DALE Roger & ROBERTSON Susan (dir.). *Globalisation  
and Europeanisation in Education***

Oxford : Symposium books, 2009, 264 p.

**Roser Cussó**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1958>

DOI : 10.4000/rfp.1958

ISSN : 2105-2913

**Éditeur**

ENS Éditions

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 149-150

ISBN : 978-2-7342-1187-7

ISSN : 0556-7807

**Référence électronique**

Roser Cussó, « DALE Roger & ROBERTSON Susan (dir.). *Globalisation and Europeanisation in Education* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 171 | avril-juin 2010, mis en ligne le 12 octobre 2010, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1958> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.1958>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© tous droits réservés

---

# DALE Roger & ROBERTSON Susan (dir.). *Globalisation and Europeanisation in Education*

Oxford : Symposium books, 2009, 264 p.

Roser Cussó

---

## RÉFÉRENCE

DALE Roger & ROBERTSON Susan (dir.). *Globalisation and Europeanisation in Education*.  
Oxford : Symposium books, 2009, 264 p.

- 1 Composé de plusieurs contributions, cet ouvrage fait partie des résultats du travail du GENIE (*Globalisation and europeanisation network in education*), créé en 2002 et fonctionnant jusqu'en 2005. Ce réseau a impliqué des échanges entre 27 pays (44 membres, 33 universités). Les directeurs de l'ouvrage, qui appartiennent au *Centre for globalisation, education and societies* de l'université de Bristol, ont été préalablement les coordinateurs du GENIE. L'objectif de départ de ce livre est double : analyser la « globalisation » et l'« européanisation » des systèmes éducatifs nationaux d'une part et faciliter l'enseignement de ces phénomènes de l'autre.
- 2 Selon les auteurs, si les chercheurs sont face à des changements profonds dans le domaine de la connaissance, ils manquent de méthodes et de cadres théoriques adaptés pour les analyser ou, lorsque ces derniers sont disponibles, ils ne sont pas systématiquement pris en compte. Par exemple, la gouvernance européenne (coordination de la coordination) a mis à mal le nationalisme méthodologique qui a dominé et domine encore une bonne partie de la sociologie de l'éducation.
- 3 L'ouvrage est composé de deux parties de six chapitres chacune. La première, « *Gouvernance and the knowledge economy* », est plutôt théorique. On y discute, par exemple, la littérature sur la globalisation et l'européanisation. Le débat sur la notion de « gouvernance » est également examiné. Partant de l'analyse des « problèmes » en

tant que construits plutôt que de leur prise en compte directe, une des premières conclusions est que le lien entre la globalisation et l'eupéanisation se fait à travers l'éducation. Cela évite de présenter les mutations de cette dernière comme de simples conséquences de ces processus (Dale) : l'éducation ne serait pas seulement le réceptacle des réformes, mais le moteur pour en faciliter d'autres plus larges. La formation tout au long de la vie est donc l'expression d'un changement de paradigme (Rasmussen), tandis que le processus de Bologne est vu comme un projet géopolitique et un moyen de faire émerger un nouveau concept pour l'Europe (Robertson). Le partenariat public/privé apparaît également comme une initiative idéologique plus que pragmatique (souvent présentée comme nécessaire et pratique). En effet le pacte de stabilité, qui limite la dépense publique, sous-tendrait la volonté de créer de nouvelles opportunités pour le privé (Robertson). Enfin l'analyse de la « connaissance » et de sa fragilité porte toutefois Stoer et Magalhães à en souligner les potentiels politique et social qui résistent à sa transformation en « compétences ».

- 4 La deuxième partie de l'ouvrage, « *Citizenship, identity and language* », se donne comme objet d'étudier la relation entre citoyenneté, identité et langage d'une part et globalisation de l'autre : les évolutions des trois premiers éléments seraient à la fois les objets et les résultats des luttes à l'intérieur de l'Europe. Cette partie prend aussi en considération le lien entre l'Europe et les pays du Sud. La comparaison des paradigmes de développement de l'éducation du Nord et de celle du Sud permet à Bonal et Rambla de considérer de fortes similitudes. Cependant les réformes qui sont (ou ont été) mises en œuvre varient selon la manière dont elles sont (ou ont été) produites, distribuées et prises en compte dans les différents niveaux de décision. Cela explique l'écart dans leur impact, notamment dans les inégalités qu'elles produisent. À noter également que les relations de pouvoir sont très différentes dans le Sud. Par exemple, les prêts conditionnés et d'autres processus de dépendance ont facilité un haut degré de complaisance avec les stratégies et priorités éducatives de la Banque mondiale. Un autre sujet traité dans cette partie est le « modèle social européen » (Rasmussen *et al.*) : sous cette expression, des sens différents cohabitent. Certains pensent à la protection sociale tandis que d'autres ne se réfèrent qu'à un espace d'action pour l'Union européenne. L'enjeu concerne donc deux points souvent fortement opposés : la dimension sociale peut être directement liée à l'égalité dans un cas, mais pas du tout dans l'autre. Dans un chapitre un peu plus empirique, Enever analyse le lien entre le choix des langues étudiées en Europe et le changement dans l'équilibre du pouvoir des différents pays. Sans surprise l'anglais est la première langue étrangère, le français ayant pris la seconde place à l'allemand. Pour l'auteur le choix du public a aussi compté dans cette évolution. Les auteurs reviennent sur la question linguistique dans la suite de l'ouvrage (Even *et al.*), dans la formation d'élites flexibles et mobiles. Inspiré par Bourdieu, Sabour analyse les intellectuels entre « europhiles » et « eurosceptiques », soulignant que ce n'est pas tellement l'homogénéisation culturelle qui serait en question mais l'affaiblissement des États sociaux. La volonté des grands États (Allemagne, France et Grande-Bretagne) d'imposer leurs conceptions aux plus petits pays est également critiquée par une bonne partie des intellectuels. Enfin Stoer et Magalhães analysent la combinaison entre deux des objectifs de l'éducation en Europe : préparer au marché du travail et préparer à la citoyenneté. Le premier répondrait à la demande des classes moyennes pour mieux s'adapter à la globalisation, tandis que le second se réfère à un nouveau type de citoyenneté qui serait plus cohérente avec un nouveau contrat social, avec un État moins régulateur.

- 5 Livre dense et conceptuel, il demande une connaissance préalable des systèmes éducatifs en Europe, des institutions européennes et de leurs compétences et instruments (même si ces questions sont parfois reprises dans les analyses proposées). Si un fort degré d'abstraction est de mise (espace local, global, gouvernance, connaissance...), il correspond à l'ambition également poussée de rendre compte de processus larges et complexes. Cet ouvrage intéresse surtout les chercheurs travaillant et/ou dirigeant des recherches relatives à la transformation contemporaine des systèmes éducatifs et universitaires en Europe, transformations qui ne peuvent en aucun cas s'étudier à la fois en dehors des processus de globalisation et d'eupéanisation et en dehors de la prise en compte de nouveaux besoins méthodologiques et conceptuels pour en rendre compte. Il est à noter enfin que les références bibliographiques, du fait de l'origine diverse des auteurs, sont particulièrement intéressantes et variées.
- 

## AUTEURS

**ROSER CUSSÓ**

Laboratoire de démographie et histoire sociale, université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis